

Quatre ans après le génocide rwandais (6)

L'Afrique du Sud, plaque tournante de tous les trafics

Extrémistes hutus réfugiés sous de faux passeports, marchands d'armes, sociétés boîtes aux lettres : « Ça grouille partout », remarque un observateur.

Le Rwanda a entamé une semaine nationale de deuil pour célébrer le quatrième anniversaire du génocide de 1994 par différentes cérémonies et inhumations de victimes.

La première journée de deuil a été marquée par la visite du vice-président et ministre rwandais de la Défense, le major-général Paul Kagame, à Karubamba, dans la préfecture de Mutara (Nord-Est), où il a présidé aux cérémonies d'inhumation des restes de plus de cinq mille victimes des tueries.

La semaine de deuil est commémorée chaque année au Rwanda depuis 1994 entre le 1^{er} et le 7 avril. Cette année, le deuil national doit se clôturer à Bisesero, en préfecture de Kibuyé, en présence des plus hautes autorités de l'Etat rwandais et du corps diplomatique.

« Un mémorial de la résistance au génocide doit être érigé à cet endroit, car des Tutsis y ont résisté aux extrémistes hutus », annonce un communiqué du ministère de la Jeunesse et des Sports.

JOHANNESBURG :
Caroline DUMAY

Une étrange réunion s'est tenue à la mi-janvier 1998 au Cap, dans l'une des maisons du riche homme d'affaires zaïrois, Georges Litho. L'initiative venait-elle de trois anciens généraux zaïrois – les généraux Baramoto, Nzimbi et Mavua –, aujourd'hui officiellement expulsés d'Afrique du Sud ? Ou bien avait-elle pour origine l'Unita, le mouvement de Jonas Savimbi ? A moins que ce ne soit le dernier invité, Jean-Pierre Habyarimana, le fils du président rwandais assassiné en 1994, qui ait eu l'idée de ces retrouvailles...

Quoi qu'il en soit, tout ce beau monde s'est réuni. Avec une idée en tête : lever des fonds pour financer une rébellion commune.

Ceux qui soupçonnent Pretoria d'être le no man's land de l'Afrique n'ont guère été étonnés. Voilà quatre ans que l'Afrique du Sud est le point de passage obligé de tous les trafics du continent noir.

Une totale impunité

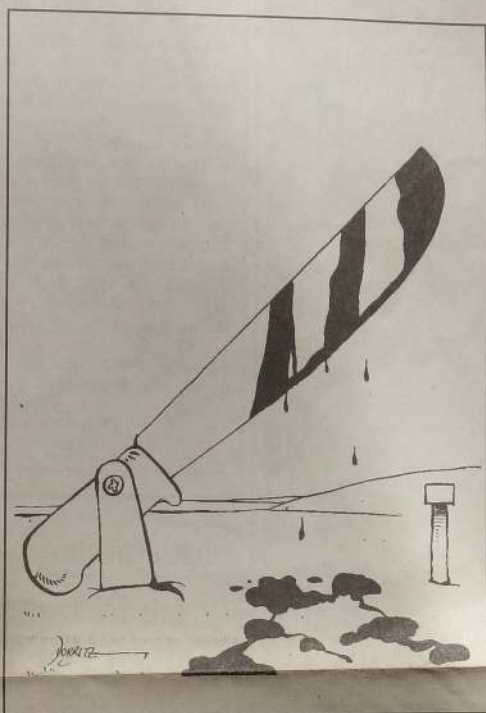
« Les extrémistes hutus se réorganisent en Afrique du Sud. Ils sont nombreux à s'être réfugiés ici, où ils bénéficient d'une totale impunité. Il y en a même un qui vient d'obtenir un passeport sud-africain », s'exclame un représentant du gouvernement rwandais.

Kigali suit d'un œil attentif les activités des extrémistes hutus réfugiés en Afrique du Sud. Les services de renseignements rwandais ont, par exemple, appris qu'un militaire rwandais hutu, vivant près de Port Elizabeth avec un passeport zaïrois, a tenté le mois dernier de faire transiter des armes par l'Afrique du Sud.

La marchandise – embarquée à bord d'un bateau immatriculé XG 1303 JNDB – a failli être déchargée le mois dernier à Port Elizabeth. Cent vingt lance-roquettes RPG 7, des dizaines de mortiers de 82 mm, des canons de 106, des mitrailleuses lourdes 12,7, des caisses de pistolets Taurus : la cargaison était abondante...

« Le navire est resté trois jours à quai, confie un membre de l'unité anti-contrebande de Pretoria. Mais, quand nous avons fouillé le port, il était trop tard : le bateau avait déjà largué les amarres. » A en croire son plan de navigation, le navire voguait aujourd'hui en direction de Sao Tomé, dans le golfe de Guinée.

Un itinéraire insolite : selon les observateurs locaux, c'est plutôt à l'est, à partir de la Zambie, que la plupart des



marchands d'armes opéraient en Afrique. Certains débarqueraient discrètement leur cargaison dans les ports de Tanzanie, d'autres sur la côte du Mozambique. Les conteneurs d'armes seraient alors acheminés par camions au cœur de la Zambie.

« Centres de stockage »

A signaler parmi les « centres de stockage », une ancienne résidence touristique du nom de Mfuwebe Crocodile Farm. Cette « ferme » appartient à Chris Beukes, un Rhodésien devenu plus tard sud-africain.

De cette base, certaines armes seraient acheminées vers l'ouest de la Zambie afin d'alimenter les troupes de l'Unita. D'autres seraient transportées vers les berges du lac Tanganyika afin de ravitailler les rebelles rwandais ou burundais de la région.

« Ça grouille partout ! Il faut dire que ces affaires rapportent... », confie un observateur étranger. L'homme ajoute : « Il s'agit d'armer au moins douze mille rebelles. » A un dollar de bénéfice par cartouche, on comprend que les intérêts puissent se déchaîner.

Plusieurs fois citée dans les rapports de la police sud-africaine, la société bulgare Kintex semble être à la pointe du trafic d'armes vers les Grands Lacs.

Selon un document adressé par le tribunal de première instance de Bruxelles aux autorités sud-africaines, deux hommes proches de cette société – un Belge, Jean Bultot, et un homme originaire d'Europe de l'Est – ont participé à un trafic d'armes à destination de la région des Grands Lacs.

Jean Bultot est connu en Belgique. A plusieurs reprises, il a été cité dans la presse belge comme un proche de la « bande du Brabant », responsable de nombreuses attaques de supermarchés. Après sa fuite de Belgique, il s'est marié l'année dernière avec une Zouloue sud-africaine.

Hasard ? Pas vraiment. L'Afrique du Sud constitue une parfaite plaque tournante. Ici, les communications fonctionnent parfaitement, et il suffit de 500 francs pour monter une société.

A chaque « trafic », sa « société taxi » donc. Ce qui rend d'autant plus complexes les investigations officielles. D'autant que la plupart des marchands d'armes s'installent dans l'anonymat des grandes banlieues sud-africaines. Ou dans la périphérie des agglomérations. Loin, en tout cas, des regards indiscrets.

Là, bercés par la climatisation, des Corses traitent avec des Zaïrois ou des Congolais, qui, eux-mêmes, traitent avec leurs frères ennemis. Et Pretoria de se retrouver parfois entre deux feux.

Le gouvernement sud-africain s'est vu ainsi récemment contraint de remettre à Denis Sassou-Nguesso, l'actuel président du Congo-Brazzaville, une commande d'armes faite peu avant par Bernard Kolélas, l'ancien maire de Brazzaville.

Combien d'affaires interlopes sont arrangées sous les latitudes sud-africaines ? La police refuse de citer le moindre chiffre. Simplement, selon elle, la contrebande ne fait qu'empirer, au point de devenir presque incontrôlable.

Installations luxueuses

« La plupart des marchands d'armes sont luxueusement installés chez nous », explique Laurie Nathan, directeur du centre de résolution des conflits du Cap. Ils arrangent tranquillement leurs petites affaires et savent parfaitement qu'à partir du moment où aucune arme n'entre ou ne sort du pays ils ne risquent rien. Membre de la commission Cameron, mise en place par le gouvernement sud-africain afin d'enquêter sur les trafics d'armes, Laurie Nathan a déjà publié de nombreux rapports.

Sous l'impulsion de Kader Asmal, conseiller du gouvernement sud-africain, un autre comité a été créé : le Comité de contrôle des armes conventionnelles (NCACC). « Quand, par exemple, un Allemand sert d'intermédiaire entre un marchand d'armes et un pays sous embargo, il est poursuivi par la justice de son pays », remarque Kader Asmal. Qui aussitôt s'indigne : « Alors que, en Afrique du Sud, il n'est pas illégal de faire du trafic d'armes ! »

C. D.

L'ISLANDE
Avec ICELANDAIR
La compagnie aérienne Islandaise
Demandez les brochures

ISLANDE
AGENCES

HAVAS VOYAGES VACANCES

voyages gallia tourisme
17, RUE AUBER - 75009 PARIS
Fax 01 47 42 84 07

AGENCES HAVAS VOYAGES
12, RUE AUBER - 75009 PARIS
Fax 01 47 39 86 28